



FUNDERS FOR  
LGBTQ  
ISSUES

## **UN REGARD GLOBAL:**

**OCTROI DE SUBVENTIONS EN FAVEUR DES LESBIENNES,  
GAYS, BISEXUEL-LE-S, TRANSGENRE ET INTERSEXUÉ-E-S,  
DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST, 2010**



## TABLE DES MATIÈRES

- 1 Introduction
- 2 Résultats: Subventionnement Des Questions LGBTI Dans Les Pays Dites Du Sud Et De L'est
- 16 Subventionnement Des Questions LGBTI: Points D'entrée Et Considérations
- 20 Entretien Avec TrustAfrica
- 23 Entretien Avec Fundo Brasil De Direitos Humanos (Fonds Brésilien Pour Les Droits De L'Homme)
- 25 Annexe A: Vue D'ensemble Des Mécanismes De Subventionnement
- 26 Annexe B: Glossaire
- 28 Annexe C: Méthodologie
- 30 Annexe D: Répertoire Des Subventionnaires Sondes



Andrés Rivera, Organización de Transexuales por la Dignidad de la Diversidad OTD-CHILI



Nkunzi Zandile Nkabinde.  
Suzy Berstein: Photographes.

Ce rapport est disponible en anglais et en espagnol.  
sur notre site Web: [WWW.LGBTFUNDERS.ORG](http://WWW.LGBTFUNDERS.ORG)

# Introduction

**En 2008**, au moment où notre organisation, le Bailleurs de fonds des questions LGBTI publiait sa dernière édition "Un regard global", nous constatons que les fonds octroyés aux projets LGBTI dans les pays dites du Sud et de l'Est, avaient plus que doublés entre 2005 et 2007, passant de 328 subventions évaluées à 10,5 millions de dollars en 2005 à 451 subventions totalisant 26,2 millions de dollars en 2007. Dans ce présent rapport, la troisième édition d'«Un regard global», nous sommes en mesure de signaler qu'en 2010 il y a eu 713 subventions évaluées à 35.467.361 \$ venant de 64 bailleurs de fonds à travers le monde (contre 40 en 2007).

Certes, nous ne devons pas négliger les risques liés à cette comparaison des chiffres entre 2010 et 2007. Nos résultats doivent prendre en considération le fait que la valeur du dollar, la conjoncture économique ainsi que le climat politique de l'environnement local, régional, et global ont tous subi des changements importants dans les trois dernières années.

**Cependant, il est très important de souligner que s'il y a eu augmentation dans ces chiffres, que se soit en nombre de subventions, de dollars, et de bailleurs de fonds, ceci reste néanmoins terriblement insuffisant. Ni les mouvements LGBTI dans les pays dites du Sud et de l'Est, ni les communautés qui les alimentent ne peuvent subsister sans plus de soutien financier.**

Nous devons particulièrement reconnaître que nous faisons face à un afflux de compétition de soutien financiers contre les questions LGBTI: les groupes évangéliques chrétiens américains qui mettent leurs poids, à la fois politique et économique afin d'appuyer des initiatives telles que la loi ougandaise contre l'homosexualité qui cherche à remplacer la peine braconnière contre l'homosexualité par la peine de mort.

Autrement dit, nous avons besoin de plus d'alliés et de ressources. Pour ce faire, nous avons inclus dans cette édition d'« Un regard global », des informations que nous espérons faciliteront davantage l'entrée des bailleurs de fonds dans le secteur. Tirant leurs sources dans des conversations avec les organismes subventionnaires des droits de l'homme et de la justice sociale et dans le financement des initiatives LGBTI: Points d'entrée et considérations qui est conçu afin d'offrir des points d'appui aux bailleurs de fonds envisagent de soutenir les efforts LGBTI. Nous sommes très heureux d'être en mesure d'inclure également les entretiens avec deux bailleurs de fonds dans les pays du Sud qui ont commencé à s'engager avec les organisations et communautés LGBTI – l'un à l'échelle régionale, l'autre nationale.

Avec chaque édition d'Un regard global, nous sommes en mesure d'identifier de plus en plus bailleurs de fonds, mais les données dans les pages qui suivent ne sont nullement exhaustives (le financement bilatéral est en particulier difficile à suivre et le soutien financier généré à travers les événements de collecte de fonds, dons venant des particuliers, legs, etc. n'entrent pas en compte ici). Comme nous l'avons souligné dans les éditions précédentes, ce rapport est un aperçu du paysage de subventionnement LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est. Nous estimons que les données présentées ici, même entant qu'un aperçu général, restent cependant important en soi, mais en particulier, que leur vraie valeur réside dans les actions qu'elles informeront; les discussions que nous espérons qu'elles susciteront et enfin l'augmentation des ressources que cela produirait.

# Résultats: Subventionnement des questions lgbti dans les pays du sud et de l'est

## VUE D'ENSEMBLE

EN 2010, 64 BAILLEURS DE FONDS DE 22 PAYS ONT FAIT ÉTAT DE L'OCTROI DE 713 SUBVENTIONS AUX organisations et projets LGBTI dans les pays du Sud et l'Est, et aux organisations des pays du Nord travaillant avec des organismes internationaux et/ou des organisations dans les pays du Sud et de l'Est. Ces subventions ont couvert 94 pays. Dans l'ensemble, ces bailleurs de fonds ont octroyés \$35.784.703 de dollar américains, y compris six subventions totalisant \$1.517.000 aux fondations publiques et à d'autres organisations intermédiaires sous la forme de renouvellement de subventions.<sup>1</sup>

ENTRE 2007 ET 2010 (LA DERNIÈRE ANNÉE OÙ LES DONNÉES ONT ÉTÉ RÉCOLTÉES), LE TOTAL DE FONDS POUR LES ORGANISATIONS ET PROJETS LGBTI DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST A AUGMENTÉ DE 22 POURCENT. Avec un recule de deux ans, le total de subventions enregistré a augmenté de 69 pourcent entre 2005 et 2010.

**Alors que cela représente une croissance significative en soutien des bailleurs envers les questions LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est, il est important de noter que ce financement est encore fourni par un nombre relativement faible de bailleurs institutionnels et que ces fonds ne comptent que pour une très petite fraction en faveur de la promotion des droits de l'homme et des fonds de développement investi dans ces régions.**



<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section Méthodologie pour une explication du mode de tri et de calcul pour ce rapport (y compris les renouvellements de subventions en dollars).

Le nombre total de subventions signalé vers les organisations et projets LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est a augmenté de 36 pourcent entre 2007 et 2010 (de 451 subventions en 2007 à 713 en 2010). **DEPUIS 2005, LE NOMBRE TOTAL DE SUBVENTIONS A AUGMENTÉ DE 53 POURCENT.**

Soixante-quatre organismes de subventions ont fait état de provisions en dollars aux organisations et projet LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est en 2010, **UNE AUGMENTATION DE 24 BAILLEURS DE FONDS (37,5 %) DEPUIS DE 2007.** Six des bailleurs qui avaient subventionnés ces types d'initiatives en 2007, n'ont fait rapport d'aucune subvention en 2010<sup>2</sup>. **TRENTE-QUATRE BAILLEURS DE FONDS QUI ONT FAIT RAPPORT DE SOUTIEN FINANCIERS AUX GROUPES OU EFFORTS LGBTI DANS CES RÉGIONS EN 2010 N'EN ONT PAS FAIT ÉTAT EN 2005 ET 2007.**

La moyenne de subventionnement a été de \$50.190. **LA VALEUR MOYENNE DES SUBVENTIONS A ÉTÉ DE \$15.000.**

**LES 11 PLUS GRANDES SUBVENTIONS (PLUS DE \$500.000 CHACUNE) REPRÉSENTENT 22 POURCENT DU TOTAL DE DOLLARS OCTROYÉS.** Les 31 plus grandes subventions (plus de \$250.000 chacune) représentent 40 pourcent du total de dollars octroyés.

**D'ENTRE LES 11 PLUS GRANDES SUBVENTIONS, QUATRE ÉTAIENT ÉTALÉES SUR PLUSIEURS ANNÉES, CINQ ONT ÉTÉ OCTROYÉES À DES ORGANISATIONS EN AFRIQUE (UNE AU KENYA, DEUX EN OUGANDA, DEUX EN AFRIQUE DU SUD), DEUX ONT ÉTÉ POUR DES ORGANISATIONS EN AMÉRIQUE LATINE (LE BRÉSIL ET LE NICARAGUA)** et quatre - dont l'une dans le cadre d'un nouvel octroi - ont été accordées à des organisations basées dans les pays du Nord (La Fondation Astraea, L'alliance Heartland, ILGA et le Réseau Régional LGBT de RFSU).

**IL Y A EU UNE SUBVENTION DE \$1.000.000 EN 2010, CONTRE CINQ SUBVENTIONS DE PLUS DE \$1.000.000 EN 2007.** Elle a été octroyée par la **FONDATION FORD** au **CENTRE D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE LA SANTÉ COLLECTIVE BASÉ AU BRÉSIL..**

#### SUBVENTIONS MOYENNES OCTROYÉES PAR TYPE DE FONDATION

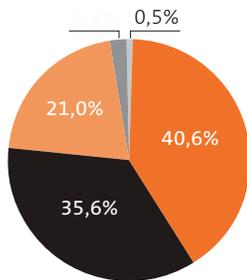
Organismes Bilatéraux	116.832\$
Fondations Privées	82.636
Sociétés	69.000
Fondations Publiques	18.245
ONG (Organisations non Gouvernementales)	35.809

<sup>2</sup> Il n'est pas clair si ces fondations n'ont pas accordé de subventions ou ont choisi de ne pas répondre à nos demandes de renseignements.

## TYPES DE BAILLEURS DE FONDS

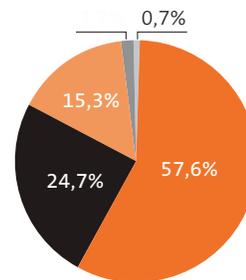
Les fondations privées ont fourni le plus haut pourcentage de subventions en dollars aux organisations et projets LGBTI (40,7%), suivi par les bailleurs de fonds bilatéraux (35,2%). Comme signalé dans les analyses des années précédentes, les fondations publiques ont fourni plus de la moitié (52,6%) de toutes les subventions octroyées.

TYPE DE BAILLEURS DE FONDS  
PAR OCTROI EN DOLLARS



- Fondations Privée (14.543.951\$)
- Organismes Bilatéraux (12.734.758\$)
- Fondations Publiques (7.498.658\$)
- Sociétés (828.302\$)
- ONG (179.034\$)

TYPE DE BAILLEURS DE FONDS  
PAR NOMBRE DE SUBVENTIONS



- Fondation Publique (411)
- Fondation Privée (176)
- Entreprises Bilatérales (109)
- Sociétés (12)
- ONG (5)

## LES 10 PREMIERS BAILLEURS DE FONDS PAR TOTAL DE SUBVENTIONS OCTROYÉES EN DOLLARS ET PAR NOMBRE DE SUBVENTIONS

En 2010, les dix premiers bailleurs de fonds ont été responsables de 71 pourcent du total de subventions octroyées<sup>3</sup> en dollars aux questions LGBTI. En comparaison, en 2007, les dix premiers bailleurs de fonds avaient pris en charge 88 pourcent du total de subventions octroyées en dollars aux questions LGBTI.

Les deux plus grands bailleurs de fonds sont des organismes bilatéraux européens qui ont intégré les questions LGBTI en tant que des problématiques essentielles dans le cadre de leurs programmes de développement.

Les quatre bailleurs suivants sont des fondations privées basées aux États-Unis. Les quatre premiers bailleurs dans la catégorie fondations privées sont des organisations qui financent plus globalement la promotion des droits de l'homme qui ont développé des programmes LGBTI.

<sup>3</sup> Y compris le renouvellement de subventions en dollars.

#### LES 10 PREMIERS BAILLEURS DE FONDS EN FONCTION DU TOTAL DE DOLLARS OCTROYÉS<sup>4</sup>

	Total de Dollars	2010 Rang	(2007 Rang)
L'Agence Suédoise Pour le Développement International (SIDA)	5.068.816\$	1	(2)
L'Institut Humaniste pour la Coopération avec les Pays en Développement (HIVOS)	3.610.317	2	(1)
La Fondation Ford	2.950.000	3	(5)
Des Entités Anonymes	2.186.000	4	(4)
Open Society Fondations (Fondations de Sociétés Ouvertes, ndlr)	2.659.665	5	(6)
La Fondation Arcus	2.462.827	6	(7)
Le Ministère des Affaires Étrangères Norvégien	2.123.263	7	(-)
Sigrid Rausing Trust	1.481.025	8	(8)
La Fondation Astraea	1.208.907	9	(-)
Atlantic Philanthropies (Fondations Philanthropiques de l'Atlantique, ndlr)	1.153.400	10	(3)

En 2010, les 10 premiers bailleurs de fonds par nombre total de subventions octroyées aux organisations et projets LGBTI ont été responsables de 59,3 pourcent de tous ces types de subventions. En 2007, les 10 premiers bailleurs de fonds avaient pris en charge 67 pourcent du total des subventions octroyées aux organisations et projets LGBTI.

#### LES 10 PREMIERS BAILLEURS DE FONDS PAR NOMBRE TOTAL DE SUBVENTIONS

	Nombre de Subventions	% de Subventions	(Classement en 2007)
La Fondation Astraea	98	13,8%	(1)
L'Institut Humaniste pour la Coopération avec les Pays en Développement (HIVOS)	57	8,0	(2)
Open Society Fondations (Fondations de Sociétés Ouvertes, ndlr)	54	7,5	(4)
Le Service Mondial Juif Américain (AJWS)	53	7,4	(-)
amfAR, la Fondation pour la Recherche du Sida	38	5,4	(-)
Le Fonds Mondial pour les Femmes (Global Fund for Women)	34	4,8	(3)
La Fondation Heinrich Böll	25	3,5	(-)
Le Fonds Pour les Droits Universels de l'Homme	24	3,4	(-)
Mama Cash	20	2,8	(8)
La Fondation Arcus	19	2,7	(-)

**Ces chiffres indiquent un certain travail de fond, très efficace (et de longue haleine) de renforcement des capacités au fur et à mesure que les bailleurs de fonds soutiennent les organisations communautaires naissantes avec des programmes de petites subvention à travers le monde. Six de ces dix bailleurs de fonds ont reçu des renouvellements de subventions en dollars.**



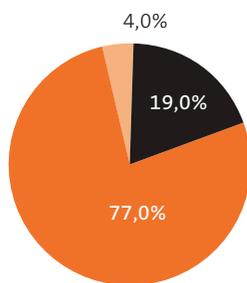
<sup>4</sup> Les \$200.000 de la Fondation Arcus et les \$600.000 des entités anonymes en renouvellement de subventions en dollars ne sont pas compris.

## TYPES DE SOUTIEN

### PROJET ET SOUTIEN DES OPÉRATIONS À CARACTÈRE GÉNÉRAL ET RÉALLOCATIONS DE FONDS

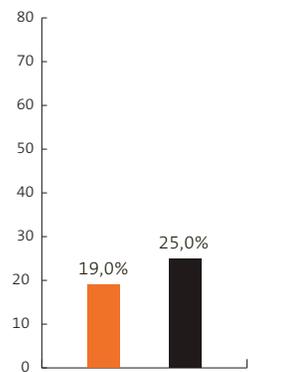
Soixante-douze pourcent de toutes les subventions en 2010 étaient destinées au soutien des projets, contre 65 pourcent en 2007. Dix-neuf pourcent de dollars octroyés (et 27 % en forme de subventions) sont allés au soutien des opérations à caractère général en 2010, contre 25 pourcent de dollars octroyés en 2007.

RÉPARTITION DES DOLLARS  
LGBTI PAR TYPE DE SOUTIEN  
EN 2010



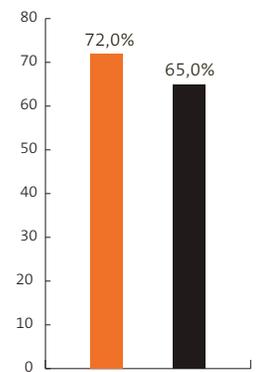
- Soutien Général  
(6.740.505\$; 194 Subventions)
- Soutien de Projet  
(27.209.857\$; 513 Subventions)
- Renouvellement  
(1.517.000\$; 6 Subventions)

DOLLARS OCTROYÉS EN FAVEUR  
DU SOUTIEN AUX OPÉRATIONS  
À CARACTÈRE GÉNÉRAL POUR  
2010 ET 2007



- Soutien aux Opérations  
à Caractère Général en 2010
- Soutien aux Opérations  
à Caractère Général en 2007

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS  
EN FAVEUR DU SOUTIEN  
SPÉCIFIQUEMENT DESTINÉ AU  
PROJET POUR 2010 ET 2007



- Soutien au Projet de 2010
- Soutien au Projet de 2007

**Ce bilan qui souligne l'augmentation des demandes de soutien destiné aux projet démontre les difficultés dont font face les groupes dans les pays du Sud et de l'Est pour obtenir un appui financier afin de couvrir les dépenses des opérations générales ; dépenses nécessaire pour engager un personnel et maintenir les infrastructures bureaucratiques de base ou des espaces communautaires. En plus de la réduction de soutien financier depuis plusieurs années (voir ci-dessous) ces chiffres non seulement reflètent la contrainte des ressources disponibles pour l'octroi de subventions, mais aussi un désir presque apparenté parmi les bailleurs de fonds à exercer un contrôle direct sur la stratégie et garantir un impact mesurable (en cas de durée plus courte).**



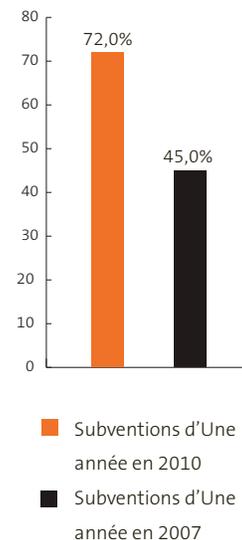
## DURÉE

En 2010, 91 pourcent de toutes les subventions et 72 pourcent du total des subventions en dollars étaient pour une durée d'une année, tandis qu'en 2007, seulement 45 pourcent de subventions en dollars avaient été pour une durée d'une année.

**Il y a plusieurs façons d'évaluer cette augmentation significative en pourcentage de subventions d'une année. Cela peut démontrer une plus grande réticence parmi les organismes subventionnaires à fournir un financement sur plusieurs années. Cela en retour, peut se traduire par une source de financement instable pour les groupes et les organisations sur le terrain. Ces chiffres pourraient aussi être une indication soulignant le fait que de plus en plus de bailleurs sont disposés à soutenir des projets « à plus haut risque » et/ou des groupes émergents, même s'ils ne sont pas disposés à s'engager dans un financement de plusieurs années en avance.**



## RÉPARTITION DES SUBVENTIONS D'UNE ANNÉE EN 2010 ET 2007 EN TANT QUE TOTAL POURCENTAGE DE SUBVENTIONS EN DOLLARS



## ORIGINE GÉOGRAPHIQUE

### ORIGINE DE DOLLARS LGBTI

L'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest ont contribué 93,5 pourcent de toutes les subventions en dollars aux questions LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est, ainsi qu'aux organismes internationaux — similaire aux chiffres de subventions en 2007. Cela dit, il y a eu augmentation de financement en dollars en provenance d'autres régions. En 2007 quarante subventions totalisant \$88.988 ont été déclarées comme provenant de l'Amérique latine. Trois ans plus tard, des bailleurs de fonds autochtones basés en Amérique latine ont signalé avoir octroyé soixante subventions totalisant \$730.919. En 2007, deux des trois bailleurs de fonds subventionnant les organisations et projet LGBTI en Afrique et basés en Afrique étaient des bureaux locaux des bailleurs de fonds basés en Occident et en Amérique du nord. En 2010, quatre des cinq fondations basées en Afrique, subventionnaires des initiatives LGBTI étaient autochtones.

## ORIGINE DE DOLLARS LGBTI ENVERS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST PAR RÉGION

Région	Dollars Attribués	% en Dollars	Nombre de Subventions	% de Subventions
Europe de l'Ouest	17.205.144\$	48,00%	226	31,70%
Amérique du Nord	16.276.046	45,50	409	57,40
Afrique	1.530.862	4,40	8	1,10
Amérique Latine	730.919	2,00	60	8,40
Europe de l'Est/Centrale	26.133	0,07	9	1,20
Moyen-Orient	15.000	0,03	1	0,01

## DESTINATION DE DOLLARS LGBTI

Les organisations et projets LGBTI basés dans les pays du Nord ont reçu 30,5 pourcent de tous les dollars octroyés en 2010 (7,5 % moins qu'en 2007 ou 2005). Quatre organisations ont reçu 10 pourcent de tous les dollars octroyés.

L'Amérique latine a reçu le plus subventions (174) destinées aux organisations et projets LGBTI dans la catégorie pays du Sud et de l'Est. L'Afrique a reçu le plus de dollars octroyés (10.8 millions de dollars).

## DISTRIBUTION DE DOLLARS LGBTI AUX ORGANISATIONS ET PROJETS BASÉS DANS LES PAYS SUD ET DE L'EST PAR RÉGION

Región Totales	Total \$	% de \$	Total Subventions	% de Subventions
Afrique	10.882.028\$	32,1%	155	21,7%
Amérique Latine	6.414.137	19,0	174	24,5
Asie	3.717.118	10,8	110	15,2
Europe Centrale/de l'Est	3.052.795	8,9	116	16,2
Moyen Orient/Afrique du Nord	1.528.271	4,5	46	6,5
Les Caraïbes	726.122	2,1	26	3,7
Les îles du Pacifique	123.470	0,4	10	1,4



**A première vue, ces chiffres suggèrent que quasiment un tiers des dollars LGBTI va en Afrique. Il est important de noter cependant qu'une grande partie représente l'aide des organismes bilatéraux européens destinée aux efforts à combattre le VIH/SIDA.**

RÉPARTITION DE DOLLARS LGBTI AUX ORGANISATIONS ET PROJETS BASÉS  
DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST PAR RÉGION ET PAR PAYS

AFRIQUE	Total Subventions en Dollars Américains	% Total en Dollars Américains	Total Subventions	% Total de Subventions
Botswana	223.860\$	0,7%	3	0,4%
Burundi	45.801	0,1	3	0,4
Cap Vert	19.950	0,1	2	0,3
Côte-d'Ivoire	9.000	0,0	1	0,1
République Démocratique du Congo	750.037	2,2	3	0,4
L'Afrique de l'Est	132.500	0,4	2	0,3
Ghana	409.621	1,2	5	0,7
Kenya	2.589.738	7,7	33	4,7
Lesotho	40.000	0,1	1	0,1
Libéria	15.000	0,0	1	0,1
Malawi	549.345	1,6	7	1,0
Mozambique	211.784	0,6	3	0,4
Nigéria	137.303	0,4	10	1,4
Sénégal	34.000	0,1	2	0,3
Sierra Leone	22.500	0,1	1	0,1
Afrique du Sud	3.554.981	10,5	36	5,1
Swaziland	30.000	0,1	1	0,1
Tanzanie	10.000	0,0	1	0,1
Ouganda	1.888.633	5,6	31	4,4
Zambie	14.590	0,0	3	0,4
Zimbabwe	193.385	0,6	6	0,8
<b>Totaux pour l'Afrique</b>	<b>10.882.028\$</b>	<b>32,2%</b>	<b>155</b>	<b>21,9%</b>

ASIE

Samoa Américaines	5.500\$	0,0%	1	0,1%
Birmanie	18.000	0,1	1	0,1
Cambodge	38.000	0,1	4	0,6
Chine	487.642	1,4	28	3,9
Inde	773.884	2,3	19	2,7

(Suite à la page suivante)

**SUITE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE: RÉPARTITION DE DOLLARS LGBTI AUX ORGANISATIONS ET PROJETS BASÉS DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST PAR RÉGION ET PAR PAYS**

<b>ASIE</b>	<b>Total Subventions en Dollars Américains</b>	<b>% Total en Dollars Américains</b>	<b>Total Subventions</b>	<b>% Total de Subventions</b>
Indonésie	531.148\$	1,6%	25	3,5%
Japon	11.000	0,0	2	0,3
Malaisie	23.000	0,1	2	0,3
Mongolie	20.000	0,1	1	0,1
Népal	530.591	1,6	8	1,1
RAS d'Hong Kong	10.000	0,0	1	0,1
Singapour	55.980	0,2	2	0,3
Sri Lanka	171.924	0,5	6	0,8
Tawain	75.000	0,2	1	0,1
Thaïlande	101.963	0,3	5	0,7
Vietnam	863.486	2,6	4	0,6
<b>Totaux pour l'Asie</b>	<b>3.717.118\$</b>	<b>11,0%</b>	<b>110</b>	<b>15,5%</b>
<b>LES CARAÏBES</b>				
République Dominicaine	183.046\$	0,5%	6	0,8%
Guyane	44.000	0,1	4	0,6
Haïti	243.502	0,7	8	1,1
Jamaïque	240.574	0,7	7	1,0
République de Trinité et Tobago	15.000	0,0	1	0,1
<b>Totaux pour les Caraïbes</b>	<b>726.122\$</b>	<b>2,1%</b>	<b>26</b>	<b>3,7%</b>
<b>L'EUROPE CENTRALE/ORIENTALE</b>				
Arménie	14.560\$	0,0%	1	0,1%
Bosnie-Herzégovine	8.113	0,0	1	0,1
Bulgarie	7.310	0,0	3	0,4
Croatie	212.039	0,6	9	1,3
République Tchèque	12.600	0,0	3	0,4
Estonie	7.740	0,0	1	0,1
Géorgie	63.493	0,2	5	0,7
Hongrie	20.939	0,1	3	0,4

(continúa en la siguiente página)

**SUITE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE: RÉPARTITION DE DOLLARS LGBTI AUX ORGANISATIONS ET PROJETS BASÉS  
DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST PAR RÉGION ET PAR PAYS**

<b>L'EUROPE CENTRALE/ORIENTALE</b>	<b>Total Subventions en Dollars Américains</b>	<b>% Total en Dollars Américains</b>	<b>Total Subventions</b>	<b>% Total de Subventions</b>
Kazakhstan	32.000\$	0,1%	1	0,1%
Kirghizistan	143.652	0,4	4	0,6
Lettonie	142.441	0,4	3	0,4
Lituanie	12.665	0,0	2	0,3
Macédoine	45.430	0,1	2	0,3
Moldavie	74.600	0,2	2	0,3
Pologne	443.962	1,3	26	3,7
Romanie	151.995	0,4	2	0,3
Russie	385.086	1,1	9	1,3
Serbie (et le Monténégro)	819.171	2,4	21	3,0
Slovaquie	10.300	0,0	2	0,3
Slovénie	10.000	0,0	1	0,1
Tadjikistan	15.000	0,0	1	0,1
Turkménistan	25.000	0,1	1	0,1
Ukraine	107.699	0,3	12	1,7
Non Divulgué	287.000	0,8	1	0,1
<b>Totaux pour la CEE</b>	<b>3.052.795\$</b>	<b>9,0%</b>	<b>116</b>	<b>16,4%</b>

**AMÉRIQUE LATINE**

Argentine	459.782\$	1,4%	22	3,1%
Belize	71.566	0,2	3	0,4
Bolivie	525.261	1,6	11	1,6
Brésil	1.279.860	3,8	22	3,1
Chili	511.948	1,5	17	2,4
Colombie	237.051	0,7	11	1,6
Costa Rica	184.540	0,5	6	0,8
Equateur	474.281	1,4	9	1,3
Salvador	44.570	0,1	4	0,6
Guatemala	94.405	0,3	10	1,4
Honduras	105.007	0,3	7	1,0

(Suite à la page suivante)

**SUITE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE: RÉPARTITION DE DOLLARS LGBTI AUX ORGANISATIONS ET PROJETS BASÉS DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST PAR RÉGION ET PAR PAYS**

<b>AMÉRIQUE LATINE</b>	Total Subventions en Dollars Américains	% Total en Dollars Américains	Total Subventions	% Total de Subventions
Mexique	268.335\$	0,8%	17	2,4%
Nicaragua	1.270.541	3,8	8	1,1
Panama	76.479	0,2	1	0,1
Paraguay	119.620	0,4	7	1,0
Pérou	624.555	1,8	14	2,0
Suriname	33.576	0,1	2	0,3
Uruguay	6.500	0,0	1	0,1
Venezuela	26.260	0,1	2	0,3
<b>Totaux Pour l'Amérique Latine</b>	<b>6.414.137\$</b>	<b>19,0%</b>	<b>174</b>	<b>24,5%</b>

**MOYEN-ORIENT / AFRIQUE DU NORD**

Algérie	15.000\$	0,0%	1	0,1%
Israël	306.800	0,9	12	1,7
Jordanie	110.000	0,3	1	0,1
Liban	513.990	1,5	10	1,4
Maroc	30.000	0,1	2	0,3
Pakistan	78.000	0,2	3	0,4
Turquie	474.481	1,4	17	2,4
<b>Totaux de la région MOAN</b>	<b>1.528.271\$</b>	<b>4,5%</b>	<b>46</b>	<b>6,5%</b>

**LES ÎLES DU PACIFIQUE**

Fidji	20.000\$	0,1%	1	0,1%
Les Philippines	103.470	0,3	9	1,3
<b>Totaux Pour les îles du Pacifique</b>	<b>123.470\$</b>	<b>0,4%</b>	<b>10</b>	<b>1,4%</b>

## PROBLÈMES, ACTIVITÉS ET POPULATIONS

### PROBLÈMES

Par questions traitées, les droits de l'homme ont reçu plus de la moitié de l'ensemble de dollars octroyés (52 %) aux organisations et projets LGBTI opérant dans les pays du Sud et de l'Est et les organisations LGBTI œuvrant dans les pays du Nord faisant parties d'organismes internationaux. La question VIH/SIDA a reçu la deuxième tranche la plus importante en terme de dollars octroyés (14,9 %).

### RÉPARTITION DE DOLLARS LGBTI PAR QUESTION TRAITÉE

Question Financée	Total Octroyé en Dollars Américains
Droits de l'homme	17.557.242\$
VIH/SIDA	5.034.604
Droits Sexuels	2.951.323
Droits Civils et Politiques	2.470.642
Causes Multiples	1.127.604
Santé	1.063.371
Visibilité	1.103.493
Antiviolenace	910.597
Identité du Genre	873.576
Homophobie	719.315
Droits des Immigrés/Émigrés	601.550
Éducation	341.105
Religion	269.761
Droits Économiques	164.942
Développement Économique	60.000
Développement/Autonomie Communautaire	26.708
Élections/Participation Civique	24.500
Féminisme	10.000

**Ces chiffres ne peuvent pas refléter la somme totale de soutien aux communautés LGBTI dans les pays du**

**Sud et de l'Est qui visent à combattre le VIH/SIDA. Beaucoup d'organismes multilatérales et bilatérales**

**qui soutiennent ce travail emploient un codage compliqué et imprécis et des taxonomies qui n'isolent**

**pas toujours efficacement le financement du VIH/SIDA ayant pour cible les hommes qui ont des rapports**

**sexuels avec des hommes (HSH) et les personnes LGBTI, rendant ainsi ces subventions très difficiles à suivre.**



## ACTIVITÉS

Les initiatives de plaidoyers ont reçu presque un tiers (32,1 %) de tous les dollars octroyés aux organisations et projets LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est, ainsi que les organisations LGBTI œuvrant dans les pays du Nord avec des branches internationales et/ou des structures dans les pays du Sud et de l'Est.

### DISTRIBUTION DE DOLLARS LGBTI PAR ACTIVITÉ

Activité Financée	Total Octroyé en Dollars Américains
Plaidoyer	11.456.613\$
Développement de Capacité/Assistance Technique	3.728.961
Renouvellement de Subventions	3.168.663
Prestation de Services	3.024.150
Plaidoyer Juridique/Litiges	2.926.070
Formation	1.857.922
Recherche	1.706.424
Activités Multiples	1.389.373
Développement/Autonomie Communautaire	1.060.597
Conférences & Séminaire	933.810
Éducation Publique	892.599
Arts & Culture	884.710
Mobilisation Communautaire	558.953
Médias Électroniques/Services en Ligne	440.965
Établissement de Faits, Documentation, Reportages	294.333
Développement en Leadership	289.173
Renforcement des Alliances/Solidarité	274.539
Publications	200.474
Production de Film/Vidéo/Radio	177.793
Bourse/Association	117.900
Développement de Modules de Formation	83.400

## POPULATIONS

La somme totale en dollars en soutien aux questions LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est et au niveau international envers la population LGBTI entière est de 83,8 %. Les hommes qui ont des rapports sexuels avec les hommes (HSH) ont reçu la deuxième allocation la plus élevée en dollars à hauteur de 7,8 pourcent.

### RÉPARTITION DE DOLLARS LGBTI PAR POPULATION CIBLE

	Dollars Donados	% Total de Dollars
Minorités Sexuelles Diverses/LGBTI	29.734.752\$	83,8%
HSH	2.761.804	7,8
Transgenres	1.651.911	4,6
Lesbiennes	713.951	2,0
Gays	555.214	1,6
Personnes Intersexuées	49.728	0,2

Moins d'un cinquième de dollars octroyés (17,8 %) est allé à une population classifiée comme secondaire: Les immigrés/émigrés/demandeurs d'asile LGBTI ont reçu 5,5 pourcent, les jeunes LGBTI ont reçu 3,8 pourcent et les défenseurs des droits de l'homme ont reçu 3,7 pourcent du total de dollars octroyés.

### DISTRIBUCIÓN DE LOS DÓLARES LGBTI SEGÚN POBLACIÓN SECUNDARIA ATENDIDA

	Dollars Donados	% Total de Dollars
Immigrés/Refugiés/Émigrés/Demandeurs d'Asile	1.966.513\$	5,5%
Jeunes	1.349.394	3,8
Défenseurs des Droits de l'Homme	1.323.391	3,7
Travailleurs de Sexe	878.166	2,4
Personnes Vivant avec le VIH ou le Sida	686.662	1,9
Personnes Âgées	53.000	0,2
Prisonniers	45.873	0,1
"Autres" <sup>5</sup>	54.568	0,2

<sup>5</sup> "Autres" inclut les personnes avec handicaps, les personnes pauvres et économiquement défavorisés et les minorités raciales/ethniques.

# Subventionnement

## Des Questions LGBTI: Points d'Entrée et Considérations

GRADUELLEMENT, LES BAILLEURS DE FONDS DES DROITS DE L'HOMME ET DU MOUVEMENT SOCIAL DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST RECONNAISSENT NON SEULEMENT L'INTERSECTION, MAIS ÉGALEMENT L'INTERDÉPENDANCE DES COMMUNAUTÉS ET DES POPULATIONS DANS LES RÉGIONS OÙ ILS FINANCENT. CERTAINS BAILLEURS DE FONDS (TANT CEUX SPÉCIFIQUEMENT LGBTI QUE D'AUTRES) ONT LONGTEMPS INCORPORÉ LES PROBLÉMATIQUES LGBTI COMME UNE COMPOSANTE ESSENTIELLE, IMPORTANTE, EFFECTIVE ET FAISANT PARTIE INTÉGRALE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DES DROITS DE L'HOMME. IL Y A UNE RECONNAISSANCE GRANDISSANTE DU FAIT QUE LES DROITS LGBTI SONT INEXTRICABLEMENT LIÉS AUX DROITS ET À LA LIBÉRATION DES COMMUNAUTÉS ENTIÈRES QUE CES BAILLEURS FINANCENT. MALHEUREUSEMENT, LES PRATIQUES D'OCTROI DE SUBVENTIONS DE NOMBREUX BAILLEURS DE FONDS QUI Promeuvent ces droits peinent à absorber cette réalité et le travail urgent qu'effectue les groupes LGBTI et les organisations qui intègrent les questions LGBTI dans leur programmes dans ces régions restent encore à être convenablement financé.

### DROITS DE L'HOMME

Les problématiques LGBTI ne doivent pas être considérées comme un complément aux priorités et obligations actuelles des bailleurs de fonds, mais plutôt comme un élément intégral du travail déjà financé. De plus en plus d'organisations et de bailleurs de fonds qui militent pour l'égalité des sexes, les droits de l'homme, le droit économique, l'accès aux soins de la santé, aux activités culturelles, etc. ont commencé à inclure dans leurs programmes les questions LGBTI. La raison est simple: Ils veulent que leur soutien financier dans leurs domaines d'intérêt de base soient aussi complets et efficaces que possible.

Pour leur part, de nombreux activistes et défenseurs LGBTI ont choisi de ne pas cadrer les questions LGBTI comme une question d'identité afin d'éviter l'aliénation des alliés ou des réactions de résistance par ceux qui peuvent percevoir la promotion des droits LGBTI comme des "droits spéciaux." Conséquemment, de nombreuses organisations ont commencé à employer un discours des droits humains pour aborder les problématiques LGBTI – une reconnaissance de

similitude et de revendications partagées sur les protections des droits de l'homme: droits à la vie privée; à l'intégrité physique; l'autodétermination; à la liberté d'association; d'expression; liberté de mouvement; à la liberté contre les violences et au traitements dégradant, etc. Les Principes de Yogyakarta (rédigés en 2006 par un groupe d'experts internationaux en droits de l'homme) fournissent des arguments essentiels sur ce sujet, en définissant l' "universalité des droits de l'homme et leur application à toutes personnes sans discrimination" et l'application de ces droits à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre (particulièrement: les droits relatifs à la sécurité de l'homme et de la personne; les droits économiques, sociaux et culturels; les droits d'expression, d'opinion et d'association; la liberté de mouvement et d'asile; les droits de participation à la vie culturelle et familiale; les droits de compensation et de responsabilité; et les droits des défenseurs des droits humains eux-mêmes). Cette approche a l'avantage supplémentaire d'influencer les groupes non-LGBTI d'incorporer les questions LGBTI dans leurs programmes. Il encourage également l'examen des

politiques et des pratiques qui, en forme, ne semblent pas distinguer les individus sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité/expression de genre, mais qui sont en fait, délibérément adoptées et déployées exclusivement pour surveiller et punir la communauté LGBTI. Par exemple: il n'existe pas de législation qui criminalise le comportement homosexuel ou la non-conformité sexuelle comme telle, mais la communauté LGBTI peut être délibérément et disproportionnellement arrêtée et poursuivie sous le coup de fraude d'identité, d'actes d'indécences publiques, et des lois contre le vagabondage.

Les Principes de Yogyakarta invitent explicitement les “bailleurs de fonds [g]ouvernementaux et privés [à] fournir une aide financière, aux organisations non gouvernementales et autres, pour la promotion et la protection des droits de l'homme des personnes de diverses orientations sexuelles et identités de genre”<sup>6</sup>

## “OUTING” DE VOTRE FONDATION

Le contexte est essentiel quand il s'agit du quand, où, comment et sous quelles formes les bailleurs de fonds des organisations et programmes LGBTI peuvent prendre; la région, le pays, la zone urbaine ou rurale; les personnes présentes dans la salle; l'emplacement de la salle; les risques des bénéficiaires – à la fois en rapport avec leur visibilité et invisibilité; l'esprit d'ouverture envers certains demandeurs de subventions, la tendance à pouvoir/vouloir cajoler certains partenaires et membres de conseil d'administration afin de changer leurs positions au moment propices.

Il existe des bailleurs de fonds dans les pays du Sud et de l'Est qui subventionnent des questions LGBTI sans même s'en apercevoir. Les membres de la communauté LGBTI sont des dirigeants engagés sur des vastes questions sociales sans distinction démographiques: jeunesse, travail, accès à l'eau, la parité, etc. Ils font parties des militants dynamiques qui mènent ces combats sur le front. Mais à défaut de s'engager expressément et délibérément sur les questions LGBTI et d'appuyer les groupes qui militent pour cette cause peuvent aboutir à la négligence de

ces questions et à l'oubli de cette population, ce qui au retour pourra aboutir à leur mise en danger.

Certains bailleurs de fonds, intentionnellement et stratégiquement supportent les efforts LGBTI, les activistes et leaders des pays du Sud et de l'Est, mais qui n'ont pas encore été en mesure de se démarquer comme bailleurs de fonds LGBTI –soit en raison de préoccupations bien fondées liées à la sécurité de leurs bénéficiaires sur le terrain ou parce qu'ils craignent de décevoir leurs propres bailleurs de fonds. Le bien-être du bénéficiaire est primordial (voir ci-dessous) et maintenir l'engagement des bailleurs n'est pas si évident. Ces préoccupations sont légitimes et constituent le cœur de la mission des bailleurs de fonds. Au même moment, si l'un des objectifs collectifs et primordial du milieu des bailleurs finançant les problématiques LGBTI est l'émancipation de toute personne, et si ces bailleurs peuvent encourager d'autres en donnant l'exemple, cela deviendra de plus en plus important pour les subventionnaires des questions LGBTI de rendre publique leur soutien aux défenseurs, activistes et assistants sociaux LGBTI – à condition qu'ils puissent le faire sans mettre la vie, le bien-être, ou les efforts de ces individus en danger.

## POINTS D'ENTRÉE

Bien qu'il existe des considérations distinctes et uniques dans la politique d'inclusion LGBTI dans le cadre de la mise en place des méthodes de subventionnement, même de légers écarts peuvent produire une différence énorme. Il est encore important de souligner que la mise en place de cet objectif ne demande pas nécessairement l'acquisition de nouveaux domaines d'expertise, mais se base sur l'intégration des personnes LGBTI dans les engagements institutionnels en cours et le fait de considérer cette approche comme vitale au succès du travail d'une fondation. Voici trois points d'entrée simples:

1. Ajoutez une ligne à votre demande de propositions de subventions qui définit explicitement l'éligibilité des organisations et initiatives axées sur les questions LGBTI. Il ne s'agit pas de créer un nouveau type de financement, mais plutôt d'être inclusif avec

<sup>6</sup> Les Principes de Yogyakarta: Principes sur l'application du droit international des droits de l'homme en relation avec la Orientation sexuelle et identité de genre, Mars, 2007, 33.

les financements existants. De même, mentionner votre engagement (ou votre volonté) de financer les communautés LGBTI dans vos documents et sur votre site internet. La rédaction d'une demande de subvention prend énormément de temps et les organisations auront peu d'envie de postuler pour une demande si elles ne s'identifient pas avec vos lignes directives.

2. Entamez des conversations avec des organisations et dirigeants LGBTI sur le terrain et avec vos bénéficiaires locaux qui ne travaillent pas sur ces questions. Avec ces derniers, demandez quelles approches stratégiques ils peuvent engager sur les questions LGBTI et comment ces questions pourraient s'aligner avec leur travail actuel? Font-ils du travail avec des individus ou des organisations LGBTI avec lesquels vous pourriez, vous, au retour entamer une discussion?
3. Examinez la mission et la vision de votre propre institution. Qu'y a-t-il qui pourrait vous aider à changer les politiques internes pour vous engager sur les questions LGBTI? Qu'en est-il des principes de fonctionnement de votre institution, y compris les statuts, la constitution interne ou autres matériels de référence à l'inclusion sociale, la lutte contre la discrimination, l'universalité des droits de l'homme? Qu'en est-il de vos critères de subventionnement? Y a-t-il là des obstacles qui peuvent être renversés? Votre environnement professionnel est-il ouvert et propice à l'inclusion des personnes LGBTI dans votre conseil d'administration et votre équipe? Votre fondation offre-t-elle une politique d'inclusion et de non-discrimination en matière d'emploi qui prend en compte l'orientation sexuelle et l'identité de genre (OSIG)? Vérifiez-vous la composition démographique de votre équipe et votre conseil d'administration? Si oui, est-ce que ces efforts reflètent des renseignements relatifs à l'orientation sexuelle et l'identité de genre de vos effectifs?

## OPPORTUNITÉS

Les données présentées dans ce rapport confirment le faible taux de financement qui atteint les communautés, organisations, programmes et projets LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est. Dans n'importe quelle région(s) où un bailleur de fonds est actif, il se

trouve des problématiques en besoin désespéré de soutiens financiers. En plus de cela, des études révèlent des manques de financement profonds (questions liées à la géographie et aux développement des activités) parmi les zones déjà sous financées. Ces manques révèlent des opportunités pour les bailleurs de fonds qui cherchent à s'engager de façon urgente et efficace dans les problématiques LGBTI. Les Caraïbes et les îles du Pacifique, par exemple, ont reçu le plus bas taux de subventions allant aux pays du Sud et de l'Est, ainsi que le plus bas taux de subventions en dollars. L'Éducation et les droits des immigrés/émigrés n'ont vu que 0,96 pourcent et 1,7 pourcent de financement en dollars respectivement. Les organisations communautaires, le renforcement en leadership, l'établissement des liens de partenariat/solidarité, la production cinématographique/vidéo/radio, la recherche/documentation/reportage, l'élaboration des programmes, tous ne figurent pas parmi la liste des dix premières activités les plus financées.

Les bailleurs de fonds dans les pays du Sud et de l'Est disposent d'une expertise unique qui peut appuyer les initiatives LGBTI. Par exemple, la plupart des organisations LGBTI opèrent dans les grandes villes, mais le travail et le besoin s'étendent au-delà des zones urbaines. Les zones rurales sont des sites de quelques efforts très innovateurs, qui restent souvent inaperçus – en partie parce que les stratégies et la visibilité se reflètent différemment dans ces contextes. Il y a des opportunités pour les bailleurs de fonds non-LGBTI qui opèrent déjà en dehors des zones urbaines d'engager leurs partenaires existants au niveau rurales afin d'identifier des contacts et des points d'entrée en vue de soutenir localement les initiatives LGBTI.

De même, les bailleurs de fonds expérimentés dans le financement régional sont dotés d'une expertise considérable pour soutenir les questions LGBTI là où les initiatives régionales plutôt que locales ou même nationales peuvent s'avérer plus tactiquement avantageuses, en particulier quand la réussite ou le progrès sur une question LGBTI spécifique à des possibilités de susciter des réactions contraires et négatives dans un pays voisin.

Les opportunités pour les bailleurs de fonds restent abondant. Aussi critique que les réponses immédiates aux crises et aux violations des droits humains, il y a

d'autres aspects pertinents au développement du mouvement LGBTI. L'art et les activités culturelles, par exemple, sont fondamentaux aux changements structurels, pourtant ils n'ont reçu que 2,5 pourcent du financement en dollars dans les pays du Sud et de l'Est en 2010.

Similaire aux besoins de d'autres bénéficiaires de subventions, les appuis financiers supportant les opérations à caractère général et les subventions sur plusieurs années sont également essentielles pour les organisations LGBTI. Le financement basé sur les projets, et à court terme peut entraver les efforts des groupes LGBTI qui veulent faire preuve de souplesse et, en même temps, s'engager dans un cycle de planification à long terme (tout en étant en mesure de payer leurs factures et d'embaucher du personnel rémunéré si elles le jugent nécessaire). Notre rapport, *Un regard global de 2008* (utilisant les données de 2007) a montré que 65 pourcent de subventions ont été allouées entièrement à des projets et 89 pourcent de ces subventions l'ont été pour une année. Trois ans plus tard, 72 pourcent de subventions ont été allouées pour spécifiquement soutenir des projets et 91 pourcent de ces subventions l'ont été pour une durée d'une année.

## D'ABORD, NE PAR NUIRE

S'engager dans des subventionnements qui promeuvent les droits humains, le respect des fondements institutionnels, et la protection des défenseurs et activistes sur le terrain est naturellement d'un intérêt capital pour les bailleurs de fonds. Ce dernier aspect est en particulier crucial en adressant l'homophobie et la transphobie. Voici quelques points à considérer:

**PENSER À COMMENT CES SUBVENTIONNEMENTS POURRAIENT FORTIFIER LES ALLIANCES PLUTÔT QUE DE LES METTRE À L'ÉPREUVE.** Ayez à l'esprit que les décisions de financer différentes questions signifient que l'argent parviendra à différents segments de la communauté. Il est important d'être en conversation et en association avec les bailleurs de fonds et les ONG locaux pour assurer l'impact (et les conséquences imprévues) qu'une subvention peut avoir sur le travail sur le terrain.

**NE SOYEZ PAS PROMPT À DÉCLARER VICTOIRE ET À TOURNER LE DOS.** Les gains des droits LGBTI

restent fragiles et facilement réversibles. Les organisations, individus et communautés qui se battent pour ces droits et travaillent à les maintenir sont et continueront à être attaqués et ont besoin d'un soutien continu. La régression est un fait. Le problème en est qu'il n'y a "pas de fin". Si vous arrêtez vos soutiens, soyez-en sûr que les gains obtenus seront sérieusement affaiblis sinon renversés.

**COMME TOUJOURS, SOYEZ EN ACCORD AVEC VOS PARTENAIRES BÉNÉFICIAIRES CONCERNANT OÙ ET COMMENT VOUS POURRIEZ RENDRE PUBLIQUE LEURS INFORMATIONS**— lieu, noms, ou toutes autres données. Une communication transparente est essentielle dans ces partenariats. Pareillement, évitez de présumer qu'ils veulent garder l'anonymat. Même en zones dangereuses, les individus et/ou organisations LGBTI peuvent vouloir une certaine visibilité — pourvu qu'ils aient un mot à dire sur la manière d'aboutir à cette fin.

**CONSIDÉREZ LES OPTIONS D'UN FINANCEMENT AU NIVEAU RÉGIONAL AFIN DE CONTRECARRER DES ÉVENTUELLES RETOMBÉES** négatives dans un pays alentour à la suite de gain ou de victoire pour les personnes LGBTI dans un pays voisin.

## ENGAGEZ-VOUS DÉLIBÉRÉMENT

Quelque ce soit où votre fondation se situe, quelque soit ses engagements dans un contexte géographique, démographique, ou thématique, il y a une opportunité pour étendre les limites et l'efficacité de votre travail et d'avoir un impact significatif dans les efforts relevant souvent de matières de vie ou de mort pour les défenseurs et activistes LGBTI. Peu importe que vous considériez ce travail comme droits de OSIG, droits de l'homme ou droits sexuels; peu importe que vous catégorisiez cela comme faisant partie des droits des émigrés, de la justice pénale, de la jeunesse ou du mouvement des droits des femmes — financez-le. Si vous vous sentez prêt à vous engager, contactez un ou plusieurs bailleurs de fonds répertoriés au verso de ce rapport — ils ont tous été là où vous êtes actuellement — ou contactez-nous au siège des bailleurs de fonds des questions LGBTI pour tout ce qui concerne les matières LGBTQ.

**Entretien avec**

## **TrustAfrica**

**TRUSTAFRICA A ÉTÉ FONDÉ EN 2001 AFIN DE CRÉER UNE FORTE PRÉSENCE AFRICAINE AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DES BAILLEURS DE FONDS ET DE MIEUX ACCROÎTRE LES RESSOURCES PHILANTHROPIQUES QUE LES AFRICAINS CONTRÔLENT. A TRAVERS DES ATELIERS AXÉS SUR DES AGENDA PRÉCIS, DES SUBVENTIONS COLLABORATIVES, ET DES ASSISTANCE TECHNIQUES, TRUST AFRICA ENCOURAGE LES INSTITUTIONS AFRICAINES À S'ATTAQUER AUX DÉFIS LES PLUS DIFFICILES QU'AFFRONTENT LE CONTINENT, TELS QUE LA VIOLENCE, LA DISCRIMINATION, ET L'ISOLEMENT ÉCONOMIQUE. ILS ONT OCTROYÉ LEUR PREMIÈRE SUBVENTION LGBTI EN 2010.**

### **Qu'est-ce qui a motivé TrustAfrica à se lancer dans le subventionnement des questions LGBTI et à appuyer ces communautés?**

Notre motivation à financer les activités et les communautés LGBTI vient du fait qu'en Afrique, la protection des droits LGBTI est devenue le test ultime qui mesure l'engagement de la communauté des défenseurs des droits de l'homme pour l'avancement intégrale des droits de l'homme pour chaque citoyen. A travers le continent, y compris dans les pays les plus démocratiques tels que le Ghana et le Sénégal, les personnes et groupes LGBTI souffrent des plus sévères abus des droits de l'homme y compris l'exclusion, la criminalisation de l'homosexualité et la stigmatisation. Les dirigeants politiques très fréquemment qualifient les personnes LGBTI de "criminels" indignes des droits de l'homme. En 2009 le Sénégal a condamné neuf homosexuels à huit ans de prison avec des travaux forcés pour "activité homosexuelle." Au Nigeria, le gouvernement a déployé des efforts pour interdire les groupes LGBTI et pour infliger des peines de prison sévères à l'endroit des homosexuels qui vivent en couple et à l'endroit de toute personne qui les "assiste et encourage". En Ouganda, le parlement a délibéré une loi qui inclut une peine de mort à l'endroit des personnes "condamnées" de pratiques LGBTI, et récemment, un activiste des droits LGBTI renommé, David Kato, a été

sauvagement assassiné. Au Malawi, un couple homosexuel a été condamné à 14 ans de prison et "pardonné" seulement à la suite d'une condamnation unanime de la communauté internationale. Dans 48 des 54 pays africains, Les droits des personnes LGBTI sont gravement au mieux limités, et au pire, entièrement rejetés.

En dépit de ces extrêmes réalités légales (et accentuées par des systèmes de stigmatisation sociale profondément enracinés), les droits des personnes LGBTI ont été longuement et largement négligés par les principales organisations de la société civile africaine qui militent pour la protection et la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. En conséquence, les groupes et activistes LGBTI africains se retrouvent relativement isolés, même au sein de la société civile dans son ensemble.

La croissante discrimination contre — et la criminalisation des — individus et groupes LGBTI ont, cependant, accrue la visibilité de ces citoyens marginalisés et pénalisés et Trust Africa voit cela comme une opportunité à s'engager dans la préparation du terrain pour renforcer une action en plaidoyer concertée à travers toute l'Afrique, et accroître la protection des droits des citoyens LGBTI.

### **Comment avez-vous réussi à plaider au sein de TrustAfrica afin d'entamer ce travail?**

Premièrement, nous avons dû convaincre le conseil d'administration et le personnel d'appoint. Au niveau du conseil cela a été plus aisé du fait que ces membres sont tous des passionnés défenseurs des droits de l'homme, et trois d'entre eux dans le passé ont été victimes de détentions politiques liées à leurs activités en faveur des droits de l'homme. Au niveau du personnel, il nous a fallu un peu plus de temps et un exposé de faits sans faille. L'argument fort a été qu'en tant qu'une Fondation Africaine, nous devons nous attaquer aux problèmes et toucher là où les bailleurs

Le deuxième défi majeur est que les questions LGBTI évoquent une résistance émotionnelle intense dans la plupart des pays africains, et il y a une présence forte de certains groupes d'intérêt très puissants et acharnés qui sont contre les droits LGBTI. Ce risque est beaucoup plus élevé dans certains pays (comme l'Ouganda et le Malawi) que dans d'autres (comme le Sénégal et le Cameroun).

La troisième difficulté concerne les faiblesses organisationnelles des organisations engagées en matière de plaidoyers en Afrique. De façon générale, à l'exception des groupes dans quelques pays, tels

**“Nous deviendrons un point de référence pour les bailleurs de fonds qui recherchent à créer de l'impact, et nous deviendrons plus audacieux à nous engageant sur des questions critiques qui nécessitent d'être traitées de sorte que l'Afrique devienne plus libre, plus tolérante, et plus pacifique”**

de fonds externes sont incapables d'accéder. Par conséquence, s'attaquer aux questions et droits LGBTI en Afrique est, donc, un témoignage de notre courage et de notre identité Africaine. Ceci a été le facteur décisif!

### **Quels sont certains des défis que TrustAfrica a rencontrés en faisant ce travail?**

Le défi principal a trait à la couverture. L'Afrique est un continent très vaste et complexe. Sur le plan de la superficie, elle est suffisamment grande pour contenir toute l'Europe, les États Unis d'Amérique et la Chine, avec un reste d'espace. Alors que certains pays africains sont politiquement stables et ont d'impressionnantes valeurs démocratiques, d'autres évoluent dans des conditions très fragiles et plusieurs en sont encore à leurs premiers pas de transition démocratique. Ainsi, la promotion des droits de l'homme dans ces environnements demande des stratégies diversifiées et constamment actualisées, fondées sur la nature de la transition et les conditions particulières du terrain.

que l'Afrique du sud et le Ghana, les organisations avocates de la défense des intérêts LGBTI en Afrique sont minées par des faiblesses.

### **Comment anticipez-vous l'effet qu'aura le financement des questions et des communautés LGBTI sur l'ensemble des activités de TrustAfrica?**

Nous en sommes encore à un âge précoce dans cette ligne de travail important, par conséquent l'impact n'a pas encore été ressenti, mais nous espérons que notre décision de subventionner les questions et communautés LGBTI en Afrique nous placera au premier plan des bailleurs de fonds innovateurs en Afrique. Nous deviendrons un point de référence pour les bailleurs de fonds qui recherchent à créer de l'impact, et nous deviendrons plus audacieux à nous engageant sur des questions critiques qui nécessitent d'être traitées de sorte que l'Afrique devienne plus libre, plus tolérante, et plus pacifique.

### **Actuellement, comment vous engagez-vous dans les activités LGBTI?**

Notre travail en matière des problématiques LGBTI est dans sa phase initiale et nos efforts actuels s'articulent sur un travail de fond pour:

1. Améliorer les actions de plaidoyer concertées et effectives autour des questions LGBTI aux niveaux national et régional (centrée sur les organes principaux en matière de la promotion des droits de l'homme les plus influents d'Afrique, à l'instar du Tribunal Africain pour les droits de l'homme et des peuples).
2. Développer les capacités des organisations LGBTI et la société civile afin de promouvoir le réseautage et la formation de coalitions, la sensibilisation et la communication, et le développement associatif au niveau national. En outre, le soutien sera fourni pour travailler dans le sens des réformes juridiques appropriées et à la domestication des lois sur les droits humains et les provisions internationales correspondantes.
3. Protéger les victimes LGBTI et entreprendre une sensibilisation effective afin de soutenir une visibilité globale des lois et des défis relatifs à l'orientation sexuelle et à l'expression de genre en Afrique.

Dans la poursuite de ces objectifs, nous utilisons une combinaison de stratégies. La première est le cadrage

constant des besoins et des opportunités organisationnels et l'assemblage des organisations partenaires potentielles. La deuxième est l'allocation de subvention et la troisième est le développement des capacités organisationnelles. L'allocation de subvention est centrée sur l'établissement des réseaux des défenseurs et des communautés LGBTI dans les pays où ils n'en existent pas et d'appuyer le travail de plaidoyer et de protection des organisations existantes. L'approche du développement des capacités est à la fois axée sur la demande et la facilitation, pour permettre à nos équipes et à nos consultants de créer et d'offrir continuellement des opportunités aux bénéficiaires afin de déterminer le type et la portée de l'assistance technique dont ils ont besoin pour être des défenseurs efficaces.

### **Comment conseillerez-vous les bailleurs de fonds qui ne prennent pas en compte les questions et communautés LGBTI dans leurs stratégies de subventionnement?**

Notre message aux bailleurs de fonds qui restent encore à s'engager sur les questions LGBTI est simple: Nous représentons un secteur de travail qui produira un impact important dans la vie de certains des citoyens les plus vulnérables, et en même temps, cela vous connectera à plusieurs agents porteurs de changement travaillant pour la justice sociale à travers toute l'Afrique.

**Entretien avec**

# Fundo Brasil de Direitos Humanos (Fonds Brésilien des Droits de l'Homme)

**FUNDO BRASIL DE DIREITOS HUMANOS OU LE FONDS BRÉSILIEN DES DROITS DE L'HOMME A ÉTÉ FONDÉ POUR RENFORCER ET SOUTENIR LES ORGANISATIONS ET INDIVIDUS DU MOUVEMENT SOCIAL LOCAL ENGAGÉS DANS LA PROTECTION ET LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME. IL CENTRE SES SOUTIENS AUX GROUPES ET SUR LES QUESTIONS QUI HABITUELLEMENT DÉLAISSÉES PAR LA PHILANTHROPIE BRÉSILIENNE. LE FONDS A DÉBUTÉ SES OPÉRATIONS EN 2006 ET A OCTROYÉ SA PREMIÈRE SUBVENTION LGBT EN 2007. "LE PRINCIPE QUI GUIDE LES ACTIONS DE LA FONDATION PUISE SA SOURCE DANS L'INDIVISIBILITÉ DES DROITS DE L'HOMME."**

## **A quoi ressemblait le paysage philanthropique du pays avant la création du Fonds?**

Nos fondateurs étaient des défenseurs des droits de l'homme qui voyaient les bailleurs de fonds du temps comme opérant principalement sous l'influence des valeurs religieuses; qui mettaient l'accent sur l'éradication de la pauvreté sans remise en causes de leurs sources -- et en fait qui souvent renforçaient -- les structures sociales qui ont produit ces injustices ou qui soutenaient de manière adéquate les causes des droits de l'homme dans notre pays.

## **Quel était Le facteur motivateur du fonds brésilien des droits de l'homme à s'engager dans les questions LGBT?**

Nous considérons l'indivisibilité des droits de l'homme comme notre guide principal, et conséquemment nous concentrons nos efforts sur les groupes les plus vulnérables et sur les questions qui ne sont habituellement pas prises en compte par la philanthropie brésilienne; sur les organisations locales qui n'ont pas accès à d'autres sources de financement. Au coeur de nos méthodes de financement se trouve le soutien aux groupes militant contre toutes les formes de discrimination et contre la violence institutionnelle. Il est impossible de parler de protection des droits de l'homme quand la diversité sexuelle n'est pas respectée.

## **Quelles sont les étapes initiales que vous avez franchies en travaillant avec la communauté LGBT?**

Nous avons commencé par avoir des conversations actives avec les activistes LGBT. Ces discussions ont révélé que si la plupart des groupes LGBT dans le pays étaient en mesure de trouver des fonds pour leur travail dans la prévention du VIH/SIDA et d'autres initiatives de santé, le soutien venant des bailleurs de fonds pour le travail contre l'homophobie et la défense des droits des membres LGBT -- en particulier les droits des lesbiennes et des personnes transgenres -- était beaucoup plus rare. Ce vide est devenu notre point d'entrée; ces questions sont devenues une partie de notre mission.

## **Actuellement, comment vous engagez-vous dans les activités LGBT?**

Premièrement, nous rendons notre présence visible dans la communauté. Nous avons participé à la parade et foire culturelle LGBT de São Paulo. En 2011, les organisateurs de la parade nous ont fait un don d'un espace où nous avons distribués des T-shirts, sacs et cartes postales (nous estimons avoir distribué environ 1500 cartes postales durant cet événement). Nous avons également des copies de six affiches que nous avons produites pour promouvoir les projets LGBT que nous avons financés depuis 2007. Le but

derrière cette promotion est en double volets. Notre souhait n'est pas seulement de faire connaître le Fonds aux organisations LGBT brésiliennes, mais nous voulons aussi devenir plus proches du mouvement LGBT; mieux nous informer sur les questions et débats circulant au sein de la communauté pour mieux cibler nos procédures de sélection relatives aux projets de subvention.

Deuxièmement, nous avons délibérément impliqué les membres de la communauté LGBT dans notre processus d'octroi de subvention. Nous invitons

**Comment conseillerez-vous les bailleurs de fonds qui ne prennent pas en compte les questions et communautés LGBT dans leurs stratégies de subventionnement?**

Nous croyons que tout financement qui est destiné à la protection des droits de l'homme doit être amener à traiter les discriminations qu'affrontent les individus et communautés LGBT. Et toute fondation qui souhaite sérieusement prendre en compte les questions LGBT doit s'imprégner dans les débats qui affectent ces communautés et se familiariser avec les organisations dans leurs zones de financement. La connaissance et

**“Ce vide est devenu notre point d'entrée; ces questions sont devenues une partie de notre mission.”**

chaque année un représentant de la communauté pour faire partie de notre comité de sélection (où les projets présélectionnés sont examinés par des consultants spéciaux). Il s'agit là d'une étape essentielle dans le processus de prise de décision, une étape visant à introduire une diversité de vues et une compréhension profondes des questions à traiter.

l'expertise de la communauté sur les questions auxquelles ses membres sont confrontés doivent être respectées et recherchées pendant les décisions d'octroi de subvention.

## Annexe A:

# Vue d'Ensemble des Mécanismes de Subventionnement

La plupart des données dans les pages qui suivent proviennent de fondations privées et publiques: ces **FONDATIONS PRIVÉES** sont pour la plupart soutenues principalement par des individus et des familles (souvent à travers la création d'un fonds de dotation permanent), et les **FONDATIONS PUBLIQUES** qui reçoivent leur soutien à travers la collecte de fonds auprès des particuliers, des fondations privées, et à certaines occasions, auprès des sources gouvernementales.

Dans la mesure du possible, nous avons essayé d'assurer le suivi du **FINANCEMENT BILATÉRAL** – c'est-à-dire, les subventions gouvernementales aux ONG et/ou initiatives dans les pays autres que les leurs. Bien que les subventions gouvernementales représentent un pourcentage important du fonds LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est, les données précises relatives aux subventions LGBTI peuvent être difficiles à isoler des autres fonds bilatéraux. La plupart des organismes bilatéraux ne donnent pas de codes distincts à leurs subventions LGBTI et la plupart de ces fonds sont décentralisés, à travers diverses agences. **LES CONSULATS ET AMBASSADES** peuvent également

s'engager dans l'octroi de subventions LGBTI à travers leurs propres budgets et portefeuilles.

Ce qui n'est pas inclus dans ce rapport est le **FINANCEMENT MULTILATÉRAL** – le soutien de multiples sources fournies aux initiatives et aux organisations LGBTI à travers des entités internationales (en général les programmes et agences des Nations Unies et autres).

Enfin, des acteurs importants dans la distribution de financement LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est – **LES RE-OCTROYEURS OU LES INTERMÉDIAIRES** – habituellement des fondations publiques ou des ONG fondées soit dans le pays du bailleur ou du bénéficiaire qui redistribuent des subventions aux ONG locales. La redistribution de subventions par les organisations intermédiaires a été une stratégie effective employée par les fondations qui ont des difficultés à octroyer de nombreuses petites subventions et/ou n'ont pas des relations fortes avec les ONG sur le terrain; avec l'expertise locale; la compétence culturelle et/ou la connaissance des systèmes juridiques et financiers dans une région ou un pays donné.

**Annexe B:****Glossaire**

**BAILLEUR DE FONDS BILATÉRAL** Une entité gouvernementale qui assiste financièrement des organisations et des programmes dans d'autres pays.

**BAILLEUR DE FONDS D'ENTREPRISE** Entreprise subventionnaire des causes de LGBTI soit par voie de leurs sociétés ou par voie de création de fondations.

**BAILLEUR DE FONDS MULTILATÉRAL** Une entité internationale (p.ex., l'Organisation mondiale de la santé, UNICEF, et d'autres programmes et agences des Nations Unies) qui canalise les ressources de multiples sources/gouvernements vers des initiatives et des organisations LGBTI.

**DONATEUR INDIVIDUEL** Pourvoyeur de fonds personnel pour les causes LGBTI.

**ECO** Europe centrale/orientale.

**FONDATION PRIVÉE** Une fondation créée principalement par des individus ou des familles, souvent grâce à la création d'un fonds de dotation permanent.

**FONDATION PUBLIQUE** Une fondation qui reçoit son soutien principalement à travers des collectes de fonds

de particuliers et des fondations privées. Les fondations publiques dotées d'une fonction de redistribution de subvention sont des acteurs essentiels dans le processus d'octroi de subventions aux communautés LGBTI dans le monde entier. Ces fondations disposent souvent à la fois d'une capacité d'allocation à la fois des subventions plus modestes et une connaissance géopolitique nuancée de localités diverses.

**FSF** Acronyme pour les Femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes et qui peuvent ou ne peuvent pas s'identifier comme homosexuelles, lesbiennes, bisexuelles, gays, etc..

**GENRE NON CONFORME (GNC)** Ayant une identité et/ou expression de genre qui n'est pas conforme aux règles et attentes de la société, associées au sexe biologique d'une personne. (Voir le terme Transgenre ci-dessous).

**HSH** Acronyme relatif aux hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et qui peuvent ou ne peuvent pas s'identifier comme homosexuels, bisexuels, gays, etc.

**INTERMÉDIAIRE** Fondations publiques ou autres

ONG qui reçoivent des subventions afin de les redistribuer, d'habitude aux petites ONG locales. Aussi appelé les re-octroyeurs de fonds.

**INTERSEXE** Un terme à sens large utilisé pour des personnes nées avec une anatomie sexuelle qui n'est pas conforme aux définitions conventionnelles de femelle ou mâle.

**LGBTI** Acronyme pour Lesbienne, Gay, Bisexuel-le, Transgenre et Intersexué-e. S'inspirant de l'expertise internationale du conseil consultatif et de l'équipe de ce rapport, *Un regard globa* utilise LGBTI (au lieu de LGBTQ – Lesbienne, Gay, Bisexuel, Transgenre et “Queer”) pour mieux se conformer au jargon international sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

**ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE (ONG)** Un groupe ou une association à but non lucratif sans affiliation formelle avec aucun gouvernement tant local, central ou fédéral/national. Pour les besoins du présent rapport, “organisation,” “groupe” et “organisation non gouvernementale” sont invariablement utilisés. Sous la section “Résultats” du présent rapport, ONG désigne les organisations non gouvernementales qui ont des fonctions de subventionnaires.

**LES PAYS DU SUD ET DE L'EST** l'Afrique, l'Asie, les Caraïbes, l'Europe centrale/orientale, l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Afrique du nord, les îles du Pacifique.

**OSIG** Un acronyme pour Orientation Sexuelle et Identité de Genre.

**PRINCIPES DE YOGYAKARTA** “Un ensemble de principes sur l'application des lois internationales relatives aux droits de l'homme concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les Principes stipulent les normes juridiques internationales auxquelles tous les états doivent se conformer.” Ils ont été élaborés par un groupe d'experts en droits de l'homme réunis à Yogyakarta, en Indonésie en 2006. ([www.yogyakartaprinciples.org](http://www.yogyakartaprinciples.org))

**PROGRAMME, PROJET** Termes utilisés invariablement à travers ce rapport référant explicitement aux organisations qui traitent les problématiques LGBTI grâce à des activités ou initiatives spécifiques.

Celles-ci peuvent se trouver au sein des organisations où l'accent LGBTI n'est pas la mission principale de l'organisation ou qui discrètement financent des activités à partir d'une organisation LGBTI.

**TRANSGENRE** Un terme utilisé pour décrire les personnes dont l'identité de genre n'est pas conforme aux attentes sociales associées au sexe biologique de la naissance. Conjointement avec **genre non conforme** (*voir ci-dessus*), il est utilisé pour “représenter les formes innombrables de l'expression de genre qui tombent sous et en dehors des normes du genre stéréotypé” (Centre de droit pour les personnes transgenres, [www.transgenderlawcenter.org](http://www.transgenderlawcenter.org)). Pour les besoins du présent rapport, “transgenre/genre non conforme” est utilisé comme terme regroupant différents contextes transnationaux, régionaux et politiques. (Par exemple, autres termes utilisés dans le cadre des cultures particulières, et potentiellement catégorisés sous une catégorie “transgenre”, notamment kothi, travesti, double-esprit, kothay, hijra, et transsexuel, parmi tant d'autres.)

**Annexe C:**

# Methodologie

## ELIGIBILITÉ POUR INCLUSION

Pour adhérer au présent rapport, les bailleurs de fonds institutionnels devaient avoir fourni \$1.000 ou plus aux organisations et/ou aux projets LGBTI opérant dans les pays du Sud et de l'Est, ou aux organisations des pays du Nord engagées sur les questions LGBTI au niveau international ou au niveau des pays du Sud et de l'Est.

## ENGAGEMENT DES BAILLEURS DE FONDS

Les demandes de renseignements relatives à cette étude ont été adressées à 136 bailleurs de fonds potentiels des questions LGBTI et les données ont été tirées parmi un total de 64 bailleurs de fonds y compris des agences bilatérales, des fondations d'entreprise, des fondations privées et publiques, et des ONG dotées de mécanismes de financement.

En outre, nous avons contacté de nombreuses associations subventionnaires ainsi que leurs réseaux pour leur assistance afin d'accéder aux bailleurs de fonds, notamment:

- AFRICA GRANTMAKERS AFFINITY GROUP (GROUPE AFRICAIN EN AFFINITÉ AVEC LES BAILLEURS DE FONDS)
- ASIAN AMERICAN PACIFIC ISLANDERS IN PHILANTHROPY (LES PHILANTHROPIES D'AMERICAINS D'ORIGINES OCÉANIENNES)
- FOUNDATIONS FOR PEACE NETWORK (RÉSEAU DES FONDATIONS POUR LA PAIX)
- FUNDERS CONCERNED ABOUT AIDS (BAILLEURS DE FONDS ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE LE SIDA)
- GRANTMAKERS WITHOUT BORDERS (BAILLEURS DE FONDS SANS FRONTIÈRES)
- HISPANICS IN PHILANTHROPY (LES PHILANTHROPIES HISPANIQUES)
- INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS FUNDERS GROUP (BAILLEURS DE FONDS DES DÉFENSEURS DE DROITS DE L'HOMME)

- **INTERNATIONAL NETWORK OF WOMEN'S FUNDS (RÉSEAU INTERNATIONAL DU FONDS POUR LES FEMMES)**
- **WORLDWIDE INITIATIVES FOR GRANTMAKER SUPPORT (WINGS) (INITIATIVES MONDIALES D'APPUI AU BAILLEUR DE FONDS)**

Nous avons également recueilli des données provenant de deux études importantes sur le financement LGBTI en 2010 dans les pays du Sud et de l'Est. *Au-delà de l'invisibilité: Fonds des femmes latino-américaines pour la mobilisation des communautés des lesbiennes, des bisexuels et des personnes transgenres*, produit par le Fonds des femmes d'Amérique centrale, cette recherche a tracé les subventions LGBT de 2009 et de 2010 octroyées par six Fonds des femmes d'Amérique latine. *Soutien aux droits de l'homme! L'appui allemand aux lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres et au travail international envers les droits de l'homme dans le monde opérant dans les pays du Sud et de l'Est*, étude produite par l'Institut allemand pour les droits de l'homme et Dreilinden gGmbH, qui a produit les données de 2010 sur les bailleurs de fonds allemands engagés dans l'allocation de subventions dans les pays du Sud et de l'Est.

## **DONNÉES COLLECTÉES ET INFORMATIONS EXTRAITES**

Les bailleurs de fonds nous ont fourni des données de base relatives à leurs subventions: noms, lieux, montants, descriptions brèves de chaque subvention. Nous avons en addition, recueilli des informations sur les populations desservies ainsi que les activités et matières financées.

## **REDISTRIBUTION DE SUBVENTION**

Pour éviter un double comptage de dollars, le présent rapport alloue les fonds de renouvellement aux organisations responsables de leurs distributions (et non la source originale de financement) lors du calcul de dollars et le nombre de subventions par géographie, population et question. Cette méthode fournit de meilleures informations sur les objectifs des

financements, qui reflète à la fois l'intention du principal bailleur de fonds et de l'institution responsable de la redistribution des fonds. Les dollars des subventions à redistribuer sont inclus lors du calcul des activités financées et sur la liste des bailleurs de fonds dans l'Annexe D.

## **SUBVENTIONS PLURIANNUELLES**

Afin de refléter les priorités des bailleurs de fonds LGBTI dans sur une année donnée, le montant total des subventions sur plusieurs années qui ont été autorisées en 2010 est inclus dans les données.

## **CONTRAINTES**

Bien que les résultats basés sur les données sont utiles en tant qu'un aperçu général des subventions LGBTI dans les pays du Sud et de l'Est, une prudence devrait être de mise en tirant les dernières conclusions. En interprétant les résultats de ces données, les contraintes suivantes devraient être considérées:

### **UNE RÉPONSE ERRONÉE DU FAIT DE LA LANGUE**

Comme la demande des données a été distribuée en anglais, les personnes sondées qui ne savent pas lire ou écrire en anglais, ne sont probablement pas représentées dans ces données.

### **SURESTIMATION DU MONTANT EN DOLLARS DU RENOUVELLEMENT DES SUBVENTIONS**

Pour calculer les montants en dollars venant des fondations qui étaient susceptibles d'être redistribués (1.517.000\$), nous avons ajouté les subventions fournies par les bailleurs de fonds LGBTI prévues à des fins de redistribution. Cette équation se repose sur l'hypothèse que toutes les subventions en dollars à redistribuer ont été effectivement allouées. Cependant, nous reconnaissons qu'une fraction de ces dollars a vraisemblablement supporté d'autres frais (frais généraux, etc.).

**Annexe D:****L'annuaire des subventionnaires  
LGBTI sondés**

**AIDS Foundation of South Africa  
(Fondation SIDA de l'Afrique du Sud ndlr)**  
PO Box 50582  
Musgrave, Durban  
AFRIQUE DU SUD 4062  
Téléphone +27-31-277-2700  
[info@aids.org.za](mailto:info@aids.org.za)  
[www.aids.org.za](http://www.aids.org.za)

**American Jewish World Service  
(Service Mondial juif Américain ndlr)  
(AJWS)**  
45 West 36th Street  
New York, NY 10018, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-792-2900  
[ajws@ajws.org](mailto:ajws@ajws.org)  
[www.ajws.org](http://www.ajws.org)

**amfAR**  
120 Wall Street, 13th Floor  
New York, NY 10005-3908  
ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-806-1600  
[grants@amfar.org](mailto:grants@amfar.org)  
[www.amfar.org](http://www.amfar.org)

**Arab Human Rights Fund  
(Fonds Arabe des Droits de l'Homme ndlr)**  
An Nakheel Building, 8th floor  
Bahrain Street, Caracas District  
Beyrouth, LIBAN  
Téléphone +961-961-1-342-900  
[info@ahrfund.org](mailto:info@ahrfund.org)  
[www.ahrfund.org](http://www.ahrfund.org)

**Arcus Foundation  
(Fondation Arcus ndlr)**  
402 East Michigan Avenue  
Kalamazoo, MI 49007  
ETATS-UNIS  
Téléphone +1-269-373-4373  
[contact@arcusfoundation.org](mailto:contact@arcusfoundation.org)  
[www.arcusfoundation.org](http://www.arcusfoundation.org)

**Astraea Lesbian Foundation for  
Justice (Astraea Fondation Lesbienne  
pour la Justice ndlr)**  
116 East 16th Street, 7th Floor  
New York, NY 10003, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-529-8021  
[info@astraeafoundation.org](mailto:info@astraeafoundation.org)  
[www.astraeafoundation.org](http://www.astraeafoundation.org)

**Atlantic Philanthropies  
(Philanthropies de l'Atlantique ndlr)**  
75 Varick Street  
New York, NY 10013-1917, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-916-7300  
[www.atlanticphilanthropies.org](http://www.atlanticphilanthropies.org)

**Barry & Martin's Trust  
(Fondo Barry & Martin)**  
91 Clarendon Drive  
Putney, Londres SW15 1AN, ANGLETERRE  
Téléphone +44-020-8785-1221  
[www.barryandmartin.org](http://www.barryandmartin.org)

**Civil Rights Defenders  
(Défenseurs des Droits civils (Autrefois  
Comité Suédois de Helsinki ndlr)**  
Stora Nygatan 26  
SE 111 27 Estocolmo, SUÈDE  
Téléphone +46-8-545-277-30  
[info@civilrightsdefenders.org](mailto:info@civilrightsdefenders.org)  
[www.civilrightsdefenders.org](http://www.civilrightsdefenders.org)

**Dreilinden gGmbH**  
Alte Königstr. 18  
22767 Hambourg, ALLEMAGNE  
Téléphone +49-040-380-388-13/14  
[www.dreilinden.org](http://www.dreilinden.org)

**ELAS- Fundo de Investimento Social  
(Fonds des Investiments Sociaux ndlr)**  
Hans Staden Street  
21 – Botafogo, CEP 22281-060  
Rio de Janeiro – RJ, BRÉSIL  
Téléphone +55-21-2286-1046  
[elas@fundosocialelas.org](mailto:elas@fundosocialelas.org)  
[www.fundosocialelas.org](http://www.fundosocialelas.org)

**European Instrument for Democracy  
and Human Rights (Instrument Européen  
pour la Démocratie et les Droits de  
l'Homme ndlr)**  
Welcomeurope  
38 rue Leon, 75018 Paris, FRANCE  
Téléphone +33-1-42-54-60-64  
[assistance@welcomeurope.com](mailto:assistance@welcomeurope.com)  
[www.welcomeurope.com/european-funds/eidhr-european-instrument-democracy-human-rights-598+498.html](http://www.welcomeurope.com/european-funds/eidhr-european-instrument-democracy-human-rights-598+498.html)

**Filia die Frauenstiftung**  
Königstr old. 18  
22767 Hambourg, ALLEMAGNE  
Téléphone +49-0-40-380381-99-0  
[info@filia-frauenstiftung.de](mailto:info@filia-frauenstiftung.de)  
[www.filia-frauenstiftung.de](http://www.filia-frauenstiftung.de)

**Fondo Alquimia  
(Fonds Alquimia ndlr)**  
Avenida Condell 1325  
Providencia – Santiago, CHILI  
Téléphone +56-02-665-7106  
[info@fondosalquimia.org](mailto:info@fondosalquimia.org)  
[www.fondosalquimia.org](http://www.fondosalquimia.org)

**Fondo Centroamericano de Mujeres  
(Fonds Centro-Américain des  
Femmes ndlr)**  
Rotonda El  
Güegüense 4 cuadras al oeste  
1 cuadra al norte  
Managua, NICARAGUA  
Téléphone +505-22544981  
[info@fcmujeres.org](mailto:info@fcmujeres.org)  
[www.fcmujeres.org](http://www.fcmujeres.org)

**Fondo Mujer  
(Fonds de la Femme ndlr)**  
cl 32 # 13 – 32 torre 1 of .701  
Bogotá D.C., COLUMBIA  
Téléphone +57-1-232-4937/340-6478  
[info@fondomujer.org](mailto:info@fondomujer.org)  
[www.fondomujer.org](http://www.fondomujer.org)

**Fondo de Mujeres del Sur  
(Fonds des Femmes du Sud, ndlr)**  
La Rioja 826 PB "G", Capital  
5000 Córdoba, ARGENTINE  
Téléphone +54-0351-425-2787  
[informacion@mujeresdelsur.org](mailto:informacion@mujeresdelsur.org)  
[www.mujeresdelsur.org](http://www.mujeresdelsur.org)

**Ford Foundation  
(Fondation Ford ndlr)**  
320 East 43rd Street  
New York, NY 10017, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-573-5000  
[www.fordfoundation.org](http://www.fordfoundation.org)

**Fund for Global Human Rights  
(Fonds Mondial Pour les Droits de  
l'Homme ndlr)**  
1666 Connecticut Ave. NW, Suite 410  
Washington, DC 20009, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-202-347-7488  
[info@globalhumanrights.org](mailto:info@globalhumanrights.org)  
[www.globalhumanrights.org](http://www.globalhumanrights.org)

**Fundación Triángulo  
(Fondation Triangle, ndlr)**  
ESPAGNE  
[correo@fundaciontriangulo.es](mailto:correo@fundaciontriangulo.es)  
[www.fundaciontriangulo.org](http://www.fundaciontriangulo.org)

**Funding Exchange, The  
(Financement des Échanges, ndlr)**  
666 Broadway, Suite 500  
New York, NY 10012, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-529-5300  
[information@fex.org](mailto:information@fex.org)  
[www.fex.org](http://www.fex.org)

**Fundo Brasil de Direitos Humanos  
(Fonds de Droits de l'Homme  
Brésilien ndlr)**  
R. General Jardim,  
660 8º andar Vila Buarque  
Sao Paulo, BRÉSIL, CEP: 01223-010  
Téléphone +32-11-3256-7852  
[informacoes@fundodireitoshumanos.org.br](mailto:informacoes@fundodireitoshumanos.org.br)  
[www.fundodireitoshumanos.org.br](http://www.fundodireitoshumanos.org.br)

**Bundesministerium für Wirtschaftliche  
Zusammenarbeit und Entwicklung  
(Le Ministère Fédéral Allemand de la  
Coopération Économique et du  
Développement ndlr)**  
Postfach 12 03 22  
53045 Bonn, ALLEMAGNE  
Téléphone +49-2289-95-35-0  
[info@bmz.bund.de](mailto:info@bmz.bund.de)  
[www.bmz.de](http://www.bmz.de)

**Finnish NGO Foundation for  
Human Rights KIOS  
(Fondation Finlandaise d'ONG  
des Droits de l'Homme KIOS)**  
Haapaniemenkatu 7-9 B  
00530 Helsinki, FINLANDE  
Téléphone +358-9-6813-1534  
[kios@kios.fi](mailto:kios@kios.fi)  
[www.kios.fi](http://www.kios.fi)

**German Foreign Office  
(Ministère des Affaires Étrangères  
Allemand ndlr)**  
Auswärtiges Amt  
D-11013 Berlin, ALLEMAGNE  
Téléphone: +49-3018-17-0  
[www.auswaertiges-amt.de](http://www.auswaertiges-amt.de)

**German Society for Technical  
Cooperation (Société Allemande pour  
la Coopération Technique ndlr)**  
Postfach 5180  
65726 Eschborn, ALLEMAGNE  
Téléphone: +49-6196-79-0  
[info@gtz.de](mailto:info@gtz.de)  
[www.gtz.de](http://www.gtz.de)

**Gill Foundation  
(Fondation Gill ndlr)**  
2215 Market Street  
Denver, CO 80205-2026, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-303-292-4455  
[info@gillfoundation.org](mailto:info@gillfoundation.org)  
[www.gillfoundation.org](http://www.gillfoundation.org)

**Global Fund for Women  
(Fonds Mondial des Femmes ndlr)**  
222 Sutter Street, Suite 500  
San Francisco, CA 94108, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-415-248-4800  
[gfw@globalfundforwomen.org](mailto:gfw@globalfundforwomen.org)  
[www.globalfundforwomen.org](http://www.globalfundforwomen.org)

**Heartland Alliance**  
208 South La Salle Street  
Chicago, IL 60604, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-312-660-1300  
[moreinfo@heartlandalliance.org](mailto:moreinfo@heartlandalliance.org)  
[www.heartlandalliance.org](http://www.heartlandalliance.org)

**Hearts & Hands Fund  
(Fondo Corazón & Manos)**  
California, ETATS-UNIS  
[www.kerrylobel.typepad.com/heart\\_and\\_hand\\_fund](http://www.kerrylobel.typepad.com/heart_and_hand_fund)

**Heinrich Böll Foundation**  
Schumannstr. 8  
10117 Berlin, ALLEMAGNE  
Téléphone: +49-030-285-34-0  
[info@boell.de](mailto:info@boell.de)  
[www.boell.de](http://www.boell.de)

**Hirschfeld-Eddy-Stiftung**  
ALLEMAGNE  
[info@hirschfeld-eddy-stiftung.de](mailto:info@hirschfeld-eddy-stiftung.de)  
[www.hirschfeld-eddy-stiftung.de](http://www.hirschfeld-eddy-stiftung.de)

**HIV Young Leaders Fund  
(Fonds VIH des Jeunes Leaders ndlr)**  
494 8th Avenue Suite 505  
New York, NY 10001, ETATS-UNIS  
[info@hivyoungleadersfund.org](mailto:info@hivyoungleadersfund.org)  
[www.hivyoungleadersfund.org](http://www.hivyoungleadersfund.org)

**Horizons Foundation  
(Fondation des Horizons ndlr)**  
550 Montgomery Street, Suite 700  
San Francisco, CA 94111, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-415-398-2333  
[info@horizonsfoundation.org](mailto:info@horizonsfoundation.org)  
[www.horizonsfoundation.org](http://www.horizonsfoundation.org)

**Humanist Institute for Co-operation  
with Developing Countries (L'Institut  
Humaniste pour la Coopération avec les  
Pays en Voix de Développement ndlr)  
(HIVOS)**  
Raamweg 16, PO Box 85565  
2508 CG La Haye, PAYS-BAS  
Téléphone +31-0-70-376-55-00  
[info@hivos.nl](mailto:info@hivos.nl)  
[www.hivos.nl](http://www.hivos.nl)

**Jenny Multipurpose Foundation  
(Fondation Jenny à des but Multiples ndlr)**  
Hannchen-Mehrzwack-Stiftung  
PO Box 12 05 22  
10595 Berlin, ALLEMAGNE  
Téléphone +358-9-6813-1534  
[info@hms-stiftung.de](mailto:info@hms-stiftung.de)  
[www.hms-stiftung.de/content/sites/hms-home.php](http://www.hms-stiftung.de/content/sites/hms-home.php)

**KIMIRINA Corporacion**  
Bosmediano E14-38  
et Avenida Gonzalez Suárez  
Set Rodriguez Jaramillo, House # 5  
Quito, L'ÉQUATEUR  
Téléphone: +593-2-2443-549 /  
+593-2-2447-425  
[www.kimirina.org](http://www.kimirina.org)

**King Baudouin Foundation  
(Fondation du roy Bandouin ndlr)**  
rue Brederodestraat 21  
B-1000 Bruxelles, BELGIQUE  
Téléphone +32-2-511-18-40  
[proj@kbs-frb.be](mailto:proj@kbs-frb.be)  
[www.kbs-frb.be](http://www.kbs-frb.be)

**Levi Strauss & Co Foundation  
(Fondation Levi Strauss & Co ndlr)**  
1155 Battery Street  
San Francisco, CA 94111, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-415-501-6000  
[www.levistrauss.com/about/foundations/levi-strauss-foundation](http://www.levistrauss.com/about/foundations/levi-strauss-foundation)

**Liberty Hill Foundation**

6420 Wilshire Boulevard, Suite 700  
Los Angeles, CA 90048, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-323-556-7200  
[www.libertyhill.org](http://www.libertyhill.org)

**Mama Cash**

PO Box 15686  
1001 ND Amsterdam, PAYS-BAS  
Téléphone +31-20-5158-700  
[info@mamacash.nl](mailto:info@mamacash.nl)  
[www.mamacash.org](http://www.mamacash.org)

**Medico International**

Burgstr. 106  
60389 Frankfurt am Main  
ALLEMAGNE  
Téléphone +49-69-94438-0  
[info@medico.de](mailto:info@medico.de)  
[www.medico.de](http://www.medico.de)

**New Israel Fund  
(Nouveau Fonds Israélien ndlr)**

330 Seventh Avenue, 11th Floor  
New York, NY 10001-5010, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-613-4400  
[ny@nif.org](mailto:ny@nif.org)  
[www.nif.org](http://www.nif.org)

**North Star Fund**

520 8th Ave # 2203  
New York, NY 10018-6656, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-620-9110  
[info@northstarfund.org](mailto:info@northstarfund.org)  
[www.northstarfund.org](http://www.northstarfund.org)

**Norwegian Agency for Development  
(L'Agence Norvégienne pour la  
Coopération de développement ndlr)  
(NORAD)**

Pb 8034 Dep., 0030 Oslo, NORVÈGE  
Téléphone +47-22-24-20-30  
[postmottak@norad.no](mailto:postmottak@norad.no)  
[www.norad.no/en](http://www.norad.no/en)

**Norwegian Ministry of Foreign  
Affairs (Ministère des Affaires  
Étrangères Norvégien)**

PO Box 8114 Dep., 0032 Oslo, NORVÈGE  
Téléphone +47-23-95-00-00  
[post@mfa.no](mailto:post@mfa.no)  
[www.regjeringen.no/en/dep/ud.html](http://www.regjeringen.no/en/dep/ud.html)

**Open Society Foundations  
LGBTI Initiative**

1730 Pennsylvania Ave., NW, 17 Floor  
Washington, DC 20006, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-202-721-5600  
[www.soros.org/initiatives/  
rights-initiatives](http://www.soros.org/initiatives/rights-initiatives)

**Pride Foundation  
(Fondation de la Fierté ndlr)**

1122 E Pike St. PMB 1001

Seattle, WA 98122, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-206-323-3318  
[grants@pridefoundation.org](mailto:grants@pridefoundation.org)  
[www.pridefoundation.org](http://www.pridefoundation.org)

**Reconstruction Women's Fund**

Vlajkovičeva 15  
11000 Beograd, SERBIE  
Téléphone +381-11-3222-751  
[office@rwwfund.org](mailto:office@rwwfund.org)  
[www.rwwfund.org](http://www.rwwfund.org)

**Rosa Luxemburg Foundation  
(Fondation de Rosa Luxemburg ndlr)**

Franz-Mehring-Platz 1  
10243 Berlin, ALLEMAGNE  
Téléphone +49-0-30-44310221  
[info@rosalux.de](mailto:info@rosalux.de)  
[www.rosalux.de](http://www.rosalux.de)

**Semillas**

Ville de México, MEXIQUE  
Téléphone +55-55-53-29-00  
[buzon@semillas.org.mx](mailto:buzon@semillas.org.mx)  
[www.semillas.org.mx](http://www.semillas.org.mx)

**Sigrid Rausing Trust**

12 Penzance Place  
Londres, W11 4PA, ANGLETERRE  
[info@srtrust.org](mailto:info@srtrust.org)  
[www.sigrid-rausing-trust.org](http://www.sigrid-rausing-trust.org)

**Slovak-Czech Women's Fund  
(Fonds des Femmes Slovaque-  
Tchèque ndlr)**

Bořivojova 105  
130 00 Praha 3, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE  
Téléphone +420-222-716-823  
[hronkova@womensfund.cz](mailto:hronkova@womensfund.cz)  
[www.womensfund.cz](http://www.womensfund.cz)

**Southern African AIDS Trust  
(Caisse d'Épargne Sud Africaine  
du SIDA ndlr)**

PO Box 411919  
Craighall Park, 2024  
Johannesburgo, AFRIQUE DU SUD  
Téléphone +27-11-341-0610  
[info@satregional.org](mailto:info@satregional.org)  
[www.satregional.org](http://www.satregional.org)

**Stichting Fonds de Trut  
(autrefois la Fondation de Trut)**

Postbus 59537 1040 LA  
Amsterdam, PAYS-BAS  
[info@trutfonds.nl](mailto:info@trutfonds.nl)  
[www.trutfonds.nl](http://www.trutfonds.nl)

**Stonewall Community Foundation**

446 West 33rd Street  
New York, NY 10001, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-212-367-1155  
[stonewall@stonewallfoundation.org](mailto:stonewall@stonewallfoundation.org)  
[www.stonewallfoundation.org](http://www.stonewallfoundation.org)

**Swedish International  
Development Agency  
(Agence de Développement  
Internationale Suédoise ndlr) (SIDA)**

Valhallavägen 199  
105 25 Estocolmo, SUÈDE  
Téléphone +46-8-698-50-00  
[sida@sida.se](mailto:sida@sida.se)  
[www.sida.se](http://www.sida.se)

**Tides Foundation**

PO Box 29198  
San Francisco, CA 94129, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-415-561-6400  
[info@tides.org](mailto:info@tides.org)  
[www.tides.org](http://www.tides.org)

**Trust Africa**

Sort 87  
Sacré Coeur 3 Pyrotechnie x VDN  
BP 45 435, Dakar-Fann, SÉNÉGAL  
Téléphone +221-33-869-46-86  
[info@trustafrica.org](mailto:info@trustafrica.org)  
[www.trustafrica.org](http://www.trustafrica.org)

**Unitarian Universalist Funding Program  
(Programme Unitarien de Financement  
Universaliste ndlr)**

25 Beacon St.  
Boston, MA 02108, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-617-742-2100  
[info@uua.org](mailto:info@uua.org)  
[www.uua.org](http://www.uua.org)

**Urgent Action Fund for Women's  
Human Rights (Fonds d'Action Urgente  
pour les Droits des Femmes ndlr)**

3100 Arapahoe Ave., Suite 201  
Boulder, CO 80303, ETATS-UNIS  
Téléphone +1-303-442-2388  
[urgentact@urgentactionfund.org](mailto:urgentact@urgentactionfund.org)  
[www.urgentactionfund.org](http://www.urgentactionfund.org)

**Urgent Action Fund-Africa  
(Fonds Action Urgente Afrique ndlr)**

CVS Plaza, 2nd Floor  
Kasuku Rd, off Lenana Road, Kilimani  
PO Box 53841-00200  
Nairobi, KENYA  
Téléphone +254-020-2301740  
[info@urgentactionfund-africa.or.ke](mailto:info@urgentactionfund-africa.or.ke)  
[www.urgentactionfund-africa.or.ke](http://www.urgentactionfund-africa.or.ke)

**Women's Fund in Georgia  
(Fonds des Femmes de la Géorgie ndlr)**

52, Lado Asatiani Str., 2nd Floor  
0105 Tbilisi, GÉORGIE  
Téléphone +995-32-935-094  
[info@womenfundgeorgia.org](mailto:info@womenfundgeorgia.org)  
[www.womenfundgeorgia.org](http://www.womenfundgeorgia.org)



Theresa Raizenberg à l'occasion du "First Cape Town Pride" en mars 1993. Photographie: Benny Gool.

Les bailleurs de fonds des questions LGBTQ tiennent à remercier tous les organismes subventionnaires qui ont répondu à nos demandes d'information et les bailleurs de fonds dont le soutien a permis à la recherche, la publication, et la distribution de ce rapport, nous tenons particulièrement à remercier **Arcus Foundation**, **Humanist Institute for Co-operation with Developing Countries (HIVOS)**, et les **Fondations OSI**.

Nous tenons également à remercier sincèrement **TrustAfrica** et al **Fundo Brasil de Direitos Humanos** pour avoir accepté de partager leurs histoires avec nous, les partenaires bénéficiaires des subventions **d'Astraea Lesbian Foundation for Justice** qui nous ont donné la permission d'utiliser leurs photographies dans nos couvertures, et **Miles Goff** pour sa généreuse assistance dans la sélection des photos et dans le processus de demande d'autorisations. Pour finir, nos remerciements vont à **Global Philanthropy Project** qui s'est associé avec nous dans la conceptualisation de cette édition d'un "Aperçu global".

Préparé par:

**N. Ordovery and Karen Zelsermyer**

Recherche relative aux subventions:

**Nancy Cunningham**

Conception:

**RD Design**

Impression:

**Enterprise Press**  373

Traduction:

**Mariam Armisen**

Commentaire supplémentaire, contexte, et expertise en matière fournis par le Conseil consultatif, *Un regard global*, 2011:

**Katherine Acey**

**Rajasvini Bhansali**

**Ise Bosch**

**Christen Dobson**

**Michael Heflin**

**Paul Jansen**

**Kent Klindera**

**Andrew Park**

**Azeen Salimi**

**Carla Sutherland**

## L'ÉQUIPE DES BAILLEURS DE FONDS DES QUESTIONS LGBTQ:

**Bryan E. Glover**

Responsable des Communications

**N. Ordovery**

Chef des Programmes

**Marvin Webb**

Chef des Opérations

**Karen Zelsermyer**

Présidente et DG

**Les bailleurs de fonds des questions LGBTQ** cherchent à mobiliser les ressources philanthropiques qui améliorent le bien-être des lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres, et communautés « queer », qui assurent l'équité, et avancent la justice raciale, les droits économiques et à la justice sociale liée au genre.



FUNDERS FOR  
**LGBTQ**  
**ISSUES**

116 East 16th Street, 7th Floor  
New York, NY 10003

Tel +1 212.475.2930

Fax +1 212.4752532

[www.lgbtfunders.org](http://www.lgbtfunders.org)